

**PROCES-VERBAL
DE LA COMMISSION DE SECURITE
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **CARREFOUR CITY
ERP N° E 488 00029 000**

OBJET : **DECLASSEMENT ET AMENAGEMENT DU LOCAL COMMERCIAL CARREFOUR CITY
AT N° 014 488 24 A 0001**

EXPLOITANT : **CARREFOUR PROXIMITE FRANCE REPRESENTE PAR STEPHANE SAMSON**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **1 AVENUE PASTEUR**

ACTIVITE(S) : **VENTE**

TYPE(S) : **M** CATEGORIE : **3^{ème}**

TYPE(S) : APRES DECLASSEMENT : **M** CATEGORIE : **5^{ème}**

Le 20 février 2024, la commission de sécurité de l'arrondissement a procédé à l'examen du dossier de l'établissement ci-dessus mentionné

En conclusion,

☒ La commission émet un avis :

COMMISSION DE SECURITE ARRONDISSEMENT DE CAEN	à l'autorisation de travaux AT N° 014 488 24 A 0001
AVIS FAVORABLE	Au déclassement

☐ La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :
Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président,
Pierre CAVARO



**Document annexe comportant... 4 feuillets
et extrait du compte rendu de réunion joints**

(1) rayer la mention inutile



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

REÇU EN PREFECTURE

le 14/05/2024

Application agréée E-legalite.com

22_AU-014-2114 04884-2024 0513-ARR2024_277

**Service départemental d'incendie
et de secours du Calvados**

- ☐ Compte rendu
☐ Constat de carence
de la commission de sécurité
de l'arrondissement de CAEN

ETABLISSEMENT : **CARREFOUR CITY
ERP N° E 488 00029 000**

OBJET : **DECLASSEMENT ET AMENAGEMENT DU LOCAL COMMERCIAL CARREFOUR CITY
AT N° 014 488 24 A 0001**

EXPLOITANT : **CARREFOUR PROXIMITE FRANCE REPRESENTÉ PAR STEPHANE SAMSON**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **1 AVENUE PASTEUR**

ACTIVITE(S) : **VENTE**

TYPE(S) : **M**

CATEGORIE : **3^{ème}**

TYPE(S) : **APRES DECLASSEMENT : M**

CATEGORIE : **5^{ème}**

Le 20 février 2024, la commission de sécurité de l'arrondissement a procédé à l'examen du dossier de l'établissement ci-dessus mentionné

RESUME DE LA REUNION :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

N/Réf. : EH/PB/2024 – 311 – Carrefour city - Ouistreham
Affaire suivie par : Lieutenant Edern HELARY
Tél prévention : 02.31.43.40.80

DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.
Aménagement d'un Carrefour City – 1 avenue Pasteur à Ouistreham - ERP E N° 488 00029 000

Réf. : AT N° 014 488 24 A 0001
Avis sollicité par : Carrefour proximité France représenté par Stéphane SAMSON
Transmission de la Mairie en date du 30/01/2024, reçue dans nos services le 01/02/2024 et
enregistrée sous le n° 311.

Par transmission visée en référence, l'avis de la commission de sécurité de l'arrondissement a été
sollicité pour le dossier cité en objet.

DESCRIPTION

Le dossier concerne le réaménagement de la surface de vente du magasin existant.

Après travaux, la distribution intérieure traditionnelle établie sur un rez-de-chaussée et un étage,
permet d'obtenir sur une surface d'exploitation de 1303 m² :

Rez-de-chaussée :

- une surface de vente de 560 m² ;
- une réserve de 52 m² avec un escalier desservant le premier étage ;
- un laboratoire boucherie ;
- un bureau ;
- un relais colis.

La réserve est isolée par un mur coupe-feu deux heures avec une porte coulissante coupe-feu une
heure asservie sur DAD (détecteur autonome déclencheur).

La surface de vente est évacuable par 2 sorties totalisant 6 unités de passage.

1^{er} étage (régi par la réglementation code du travail) :

- un local de 306 m² non utilisé en stockage et sans désenfumage ;
- Une réserve de 194 m² désenfumable à partir de deux exutoires de 120 X 120 ;
- un local production de froid ;
- des locaux sociaux.

Ce niveau est évacuable à partir d'un escalier d'une unité de passage.

Pour mémoire :

Le logement en superposition constitue un tiers de l'établissement. Le plancher haut rez-de-chaussée situé à l'aplomb du logement est traité par flocage lui conférant la résistance au feu requise de deux heures.

La paroi mitoyenne avec l'escalier d'accès au logement est constituée en maçonnerie coupe-feu trois heures.

Le mur mitoyen avec le logement est constitué d'une cloison coupe-feu trois heures.

L'établissement est implanté en zone urbaine et accessible par la rue Pasteur et l'avenue du Général Leclerc sur plusieurs façades.

La Défense extérieure Contre l'Incendie n'est pas précisée dans la notice de sécurité.

ELEMENTS DE SECURITE PREVUS PAR LE CONCEPTEUR

Se reporter à la notice de sécurité et aux plans joints au dossier et enregistrés par nos services sous le n° 311 comportant notamment :

- ✓ Cerfa, daté du 26/01/2024, signé.
- ✓ Notice de sécurité, datée du 26/01/2024, signée.

CALCUL DE L'EFFECTIF

Conformément aux dispositions des articles PE 3 §1 et M2, l'effectif théorique maximal du public admis est déterminé à raison de 1 p / 3 m² soit 187 personnes au titre du public.

L'effectif du personnel déclaré est de 5 personnes.

CLASSEMENT

L'établissement était classé en 3^{ème} catégorie selon l'ancien mode de calcul de l'arrêté du 22 décembre 1981.

L'établissement, du 2^{ème} groupe et de type PE avec activité de type M, est à classer à présent en 5^{ème} catégorie.

Cet établissement relève des textes suivants :

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation (CCH);
- 2°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- 3°) Arrêté du 22 juin 1990 modifié, portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP pour les établissements relevant de la 5^{ème} catégorie ;
- 4°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- 5°) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 6°) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

Le responsable des travaux devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.

REÇU EN PREFECTURE

le 14/05/2024

Application agréée E-legalite.com

22_RV-014-2114 04884-2024 0513-ARR2024_277

I) PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

- 1°) Respecter toutes les mesures de prévention et de protection contre les risques d'incendie et de panique prévues au dossier en tenant compte des prescriptions édictées ci-après.
- 2°) Toute porte coulissante doit être située en façade, motorisée, automatique, libérer la totalité de la baie en cas d'absence d'alimentation, comporter à proximité un dispositif à fonction d'interrupteur (boîtier vert), respecter le DTU 39-4 pour les éléments verriers et faire l'objet d'un contrat de maintenance (articles PE 11 § 2 et CO 48 § 3).
- 3°) Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui les concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation.
A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur et des ministres intéressés.
Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (art. R.143-34 du CCH).

Le rédacteur propose un avis favorable au déclassement et à l'autorisation de travaux.

II) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, dépourvu d'un système d'extinction automatique à eau, doit disposer d'un potentiel hydraulique de **150 m³**, utilisable en 2 heures (75 m³/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles déclinées en fonction de l'accessibilité des risques à défendre et validés par le SDIS 14. Le justificatif correspondant doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m³/h).

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller.

Courriel : deci@sdis14.fr

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados
Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin - 14000 CAEN.

III) RAPPEL REGLEMENTAIRE

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...) ;
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art. PE 27) :

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie et les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH - articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 (du Code de la Construction et de l'Habitation). Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.

Une demande de visite préalable à l'autorisation d'ouverture par la commission de sécurité compétente doit être adressée en mairie au moins 1 mois avant la date envisagée (article R.143-39 du Code de la Construction et de l'Habitation).

En application des articles R.122-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation, le présent dossier devra être transmis pour avis à la sous-commission accessibilité,

Secrétariat de la sous-commission accessibilité
D.D.T.M du Calvados
10 Boulevard du Général Vanier - 14 035 Caen Cedex
